

Ecrit par le 20 février 2026

Vaucluse : le département recrute 100 assistants familiaux



Confronté à de nombreux départs en retrait et à une pénurie de nouveaux candidats, le département de Vaucluse recrute 100 assistants familiaux. La rémunération démarre à 1 900 euros nets mensuels.

Salarié du Département de Vaucluse, l'assistant familial accueille jour et nuit, à son domicile, des mineurs de tous âges ou des jeunes de moins de 21 ans. Ce métier exige une disponibilité, une présence au quotidien et d'importantes qualités humaines ainsi que des capacités éducatives. La personne doit également disposer d'une chambre individuelle pour l'enfant. La rémunération démarre à 1 900 euros nets mensuels pour l'accueil d'un enfant et comprend les frais engagés pour l'enfant confié.

Pour atteindre son objectif de recruter 100 assistants familiaux, le département a lancé une vaste campagne de communication.

Tout postulant doit d'abord assister à une réunion d'information avant de déposer un dossier. Une évaluation psycho-sociale est ensuite effectuée. Il faut obtenir un agrément du département puis suivre

Ecrit par le 20 février 2026

une formation. L'agrément accordé, l'assistant familial effectue une demande d'emploi auprès de la Présidente du Département. Le candidat doit envoyer un curriculum vitae, une lettre de motivation et la copie de son agrément. Pour postuler, le permis B et un véhicule sont indispensables.

Aujourd'hui, en Vaucluse, 500 enfants sont accueillis par des assistants familiaux au titre de l'Aide Sociale à l'Enfance. La durée de leur accueil varie de quelques mois à plusieurs années.

Plus d'informations aux : 06 42 97 18 48 / 04 90 16 17 52 ou sur : adoptionagrementfamilial@vaucluse.fr

J.R.

La Poste recrute 50 facteurs dans le Vaucluse



Pour anticiper la période de fin d'année, la Poste recrute 50 facteurs et factrices dans la Vaucluse.

La Poste recrute et forme 50 facteurs et factrices dans le Vaucluse sur les secteurs de Pernes les

Ecrit par le 20 février 2026

Fontaines, Cavaillon, Vedène, Apt, Gordes, Valréas et Pertuis pour anticiper le rush de fin d'année.

Pour postuler, il faut avoir plus de 18 ans et le permis B. Aucun diplôme n'est requis.

Les candidats sont invités à se connecter sur www.laposterecrute.fr

La Région Sud recrute plus de 50 agents pour ses lycées



Ecrit par le 20 février 2026

Le Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur recrute une cinquantaine d'agents pour les lycées de la région dont plusieurs en Vaucluse. Les types de postes recherchés sont principalement des chefs de cuisine et cuisiniers ainsi que agents de maintenance (électriciens, plombiers). Ils sont à pourvoir pour la rentrée scolaire 2023.

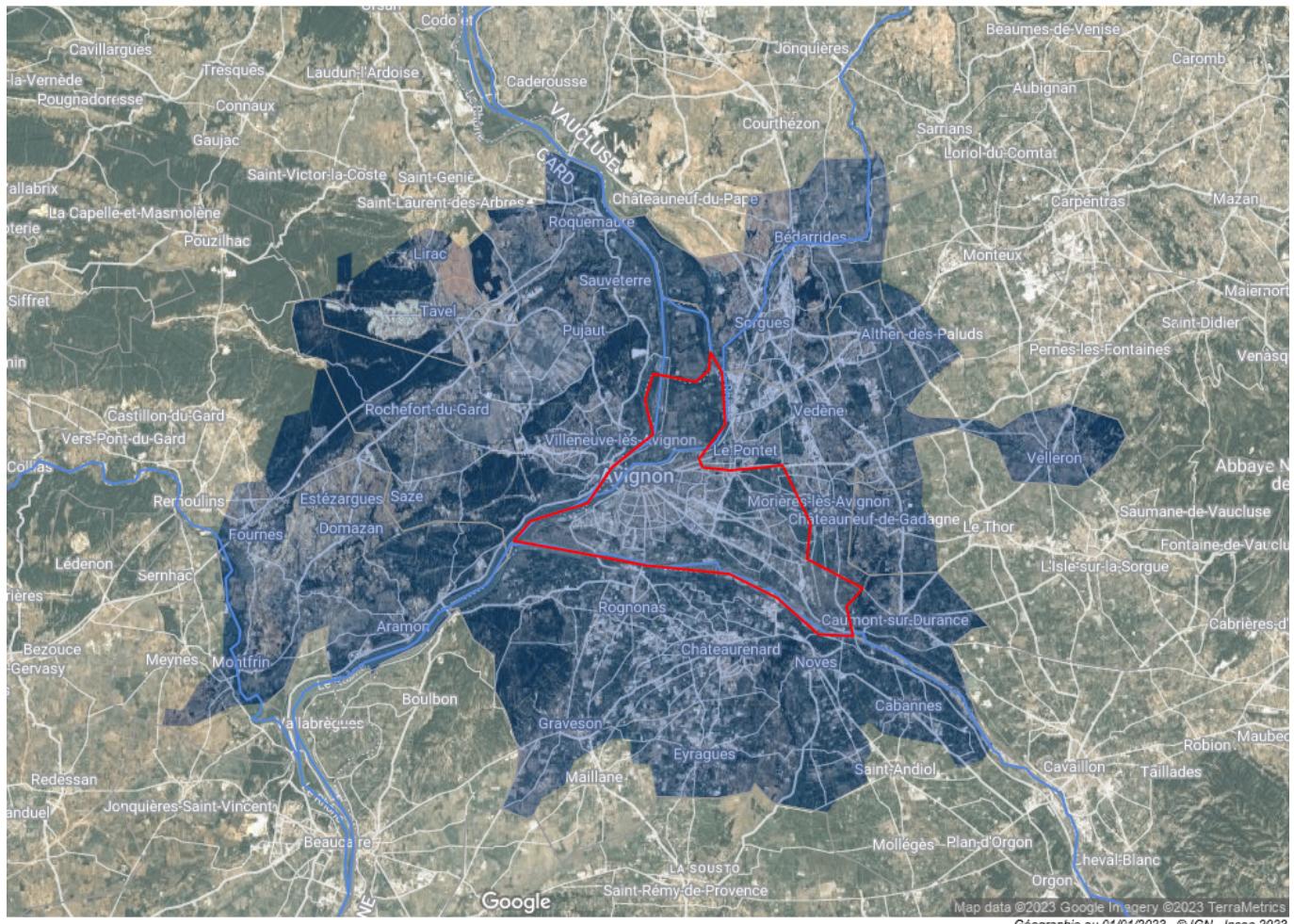
« L'investissement massif que nous réalisons pour notre jeunesse passe par le recrutement d'agents pour prendre soin de nos lycées, explique Renaud Muselier, président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Aujourd'hui, je lance un appel à toutes les personnes qui se retrouvent dans cette volonté d'assurer à nos lycéens les meilleures conditions de travail possibles. En rejoignant les équipes de la Région Sud au sein des lycées de notre territoire, nous vous assurons des horaires adaptés à la vie de famille, une évolution rapide, un accompagnement professionnel et la possibilité de vous former. »

Détail des postes à pourvoir et condition de candidature sur le site de recrutement de la Région :
<https://www.maregionsud.fr/recrutement>

(cartes) Avignon : une zone d'emploi de 285 797 habitants sans LEO

Ecrit par le 20 février 2026

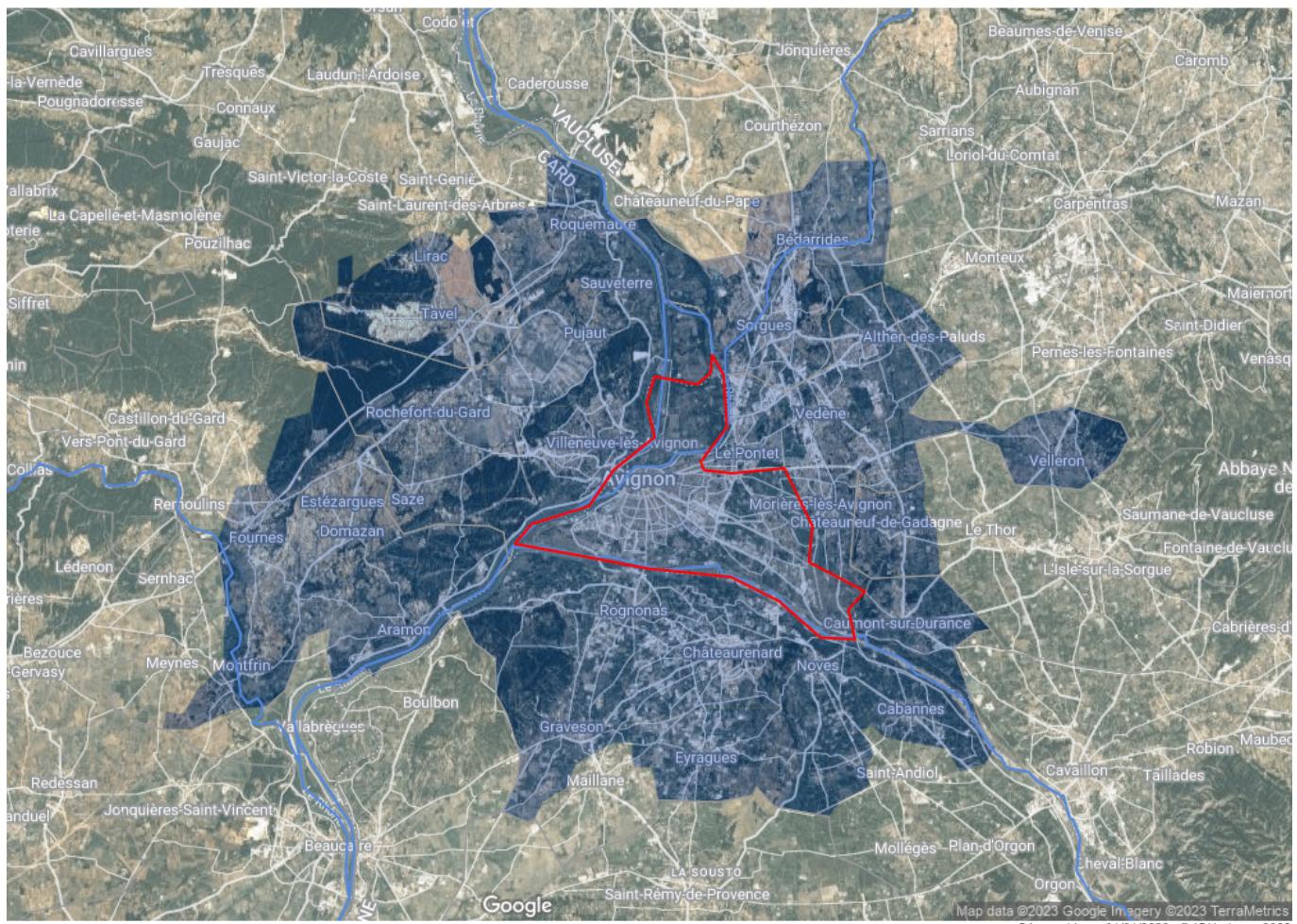
Zones d'emploi 2020 - Source : Insee



Les 285 797 habitants de la zone d'emploi d'Avignon, telle que définie par l'INSEE, sont administrativement répartis en 2 zones scolaires, 2 régions, 3 départements, 15 cantons, 5 SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), 7 intercommunalités et 36 communes*. Un 'éparpillement' qui n'est pas sans conséquences pour les infrastructures de la deuxième zone d'emploi inter-régionale de France après celle de Roissy-Charles de Gaulle, comme avec la LEO (Liaison Est-Ouest) où les financements de la région Occitanie ainsi que du département du Gard et leur élus du Gard avignonnais pointent aux abonnés absents.

Ecrit par le 20 février 2026

Zones d'emploi 2020 - Source : Insee



Cliquez sur la carte pour l'agrandir

Dans la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur

Les 13 communes du département du Département Vaucluse : 182 497 habitants

9 communes dans la Communauté d'agglomération du Grand Avignon

Avignon : 89 784 habitants (Canton d'Avignon 1, 2 et 3)

Morières-lès-Avignon : 9 252 habitants (Canton d'Avignon 3)

Jonquerettes : 1 643 habitants (Canton du Pontet)

Le Pontet : 16 815 habitants (Canton du Pontet)

Saint-Saturnin-lès-Avignon : 5 133 habitants (Canton du Pontet)

Vedène : 11 630 habitants (Canton du Pontet)

Ecrit par le 20 février 2026

Velleron : 3 085 habitants (Canton du Pontet)

Entraigues-sur-la-Sorgue : 8 787 habitants (Canton de Monteux)

Caumont-sur-Durance : 5 295 habitants (Canton de Cavaillon)

3 communes dans la Communauté d'agglomération les Sorgues du Comtat

Althen-des-Paluds : 2 901 habitants (Canton de Monteux)

Bédarrides : 5 537 habitants (Canton de Sorgues)

Sorgues : 19 215 habitants (Canton de Sorgues)

1 commune dans la Communauté de communes Pays des Sorgues Monts de Vaucluse

Châteauneuf-de-Gadagne : 3 420 habitants (Canton de l'Isle-sur-la-Sorgue)

Les 8 communes du Département des Bouches-du-Rhône : 45 666 habitants

Les 8 communes dans la Communauté d'agglomération Terre de Provence

Barbentane : 4 430 habitants (Canton de Châteaurenard)

Cabannes : 4 498 habitants (Canton de Châteaurenard)

Châteaurenard : 16 494 habitants (Canton de Châteaurenard)

Eyragues : 4 501 habitants (Canton de Châteaurenard)

Graveson : 4 957 habitants (Canton de Châteaurenard)

Noves : 5 933 habitants (Canton de Châteaurenard)

Rognonas : 4 048 habitants (Canton de Châteaurenard)

Verquières : 805 habitants (Canton de Châteaurenard)

Dans la Région Occitanie

Les 15 communes du Département du Gard : 57 634 habitants

7 communes dans la Communauté d'agglomération du Grand Avignon

(dont l'intégralité des communes du canton de Villeneuve-lez-Avignon)

Les Angles : 8 533 habitants (Canton de Villeneuve -les-Avignon)

Pujaut : 3 756 habitants (Canton de Villeneuve -les-Avignon)

Rochefort-du-Gard : 7 916 habitants (Canton de Villeneuve -les-Avignon)

Saze : 2 189 habitants (Canton de Villeneuve -les-Avignon)

Villeneuve-lès-Avignon : 13 435 habitants (Canton de Villeneuve -les-Avignon)

Roquemaure : 5 564 habitants (Canton de Roquemaure)

Ecrit par le 20 février 2026

Sauveterre : 2 120 habitants (Canton de Roquemaure)

6 communes dans la Communauté de communes du Pont du Gard

Aramon : 4 235 habitants (Canton de Beaucaire)

Domazan : 971 habitants (Canton de Redessan)

Estézargues : 659 habitants (Canton de Redessan)

Fournès : 1 102 habitants (Canton de Redessan)

Montfrin : 3 121 habitants (Canton de Redessan)

Théziers : 1 004 habitants (Canton de Redessan)

2 communes dans la Communauté d'agglomération du Gard Rhodanien

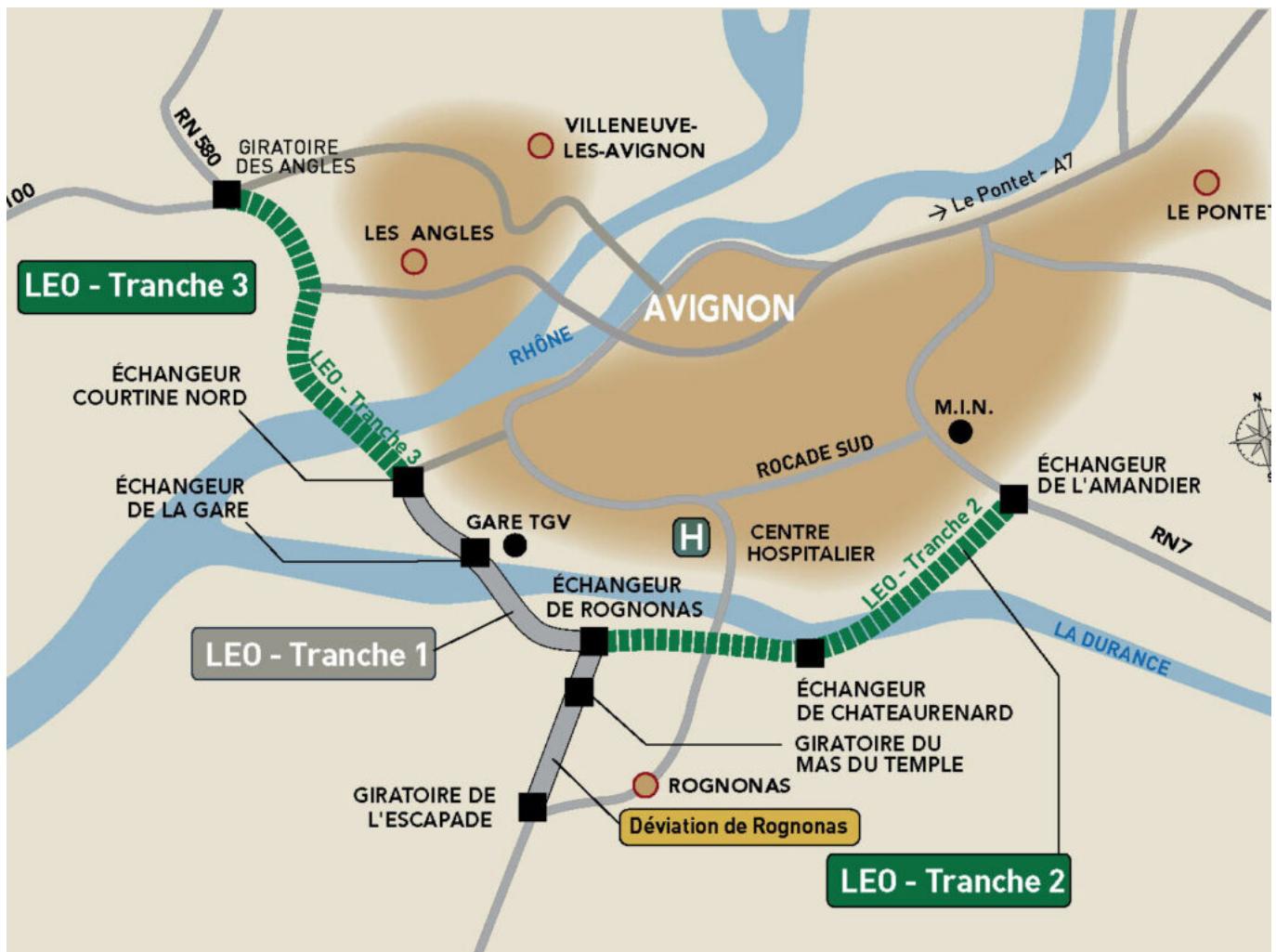
Lirac : 939 habitants (Canton de Roquemaure)

Tavel : 2 090 habitants (Canton de Roquemaure)

La LEO

Le projet de liaison Est / Ouest d'Avignon, déclaré d'utilité publique le 16 octobre 2003 (il y a quasiment 20 ans) et dont seulement la tranche 1 est réalisée à ce jour.

Ecrit par le 20 février 2026



DR

[Lire également : "LEO : le Conseil d'orientation des infrastructures à la rescoussse du 3e pont d'Avignon sur le Rhône"](#)

* <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/cog/zone-d-emploi-2020/ZE20200053-avignon>

Ecrit par le 20 février 2026

La part d'emplois précaires a explosé en 30 ans



En l'espace d'environ une génération (soit une trentaine d'années), l'entrée sur le [marché du travail](#) s'est fortement précarisée en France. Comme le révèle une étude publiée récemment dans le journal [Le Monde](#), la part d'emplois précaires des moins de 25 ans a triplé entre 1983 et 2019. Concrètement, plus d'un jeune salarié sur deux est aujourd'hui soit en CDD, soit en intérim, soit en contrat aidé ou d'apprentissage (près de 53 % en 2019).

« Une part croissante des jeunes connaît des trajectoires d'entrée dans la vie active pour le moins heurtées, avec des séquences d'emplois précaires et de périodes de [chômage](#) de plus en plus fréquentes », explique le sociologue Camille Peugny. Actuellement, le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) se situe à environ 17 % en France, soit un taux relativement élevé en [comparaison avec les autres puissances économiques](#).

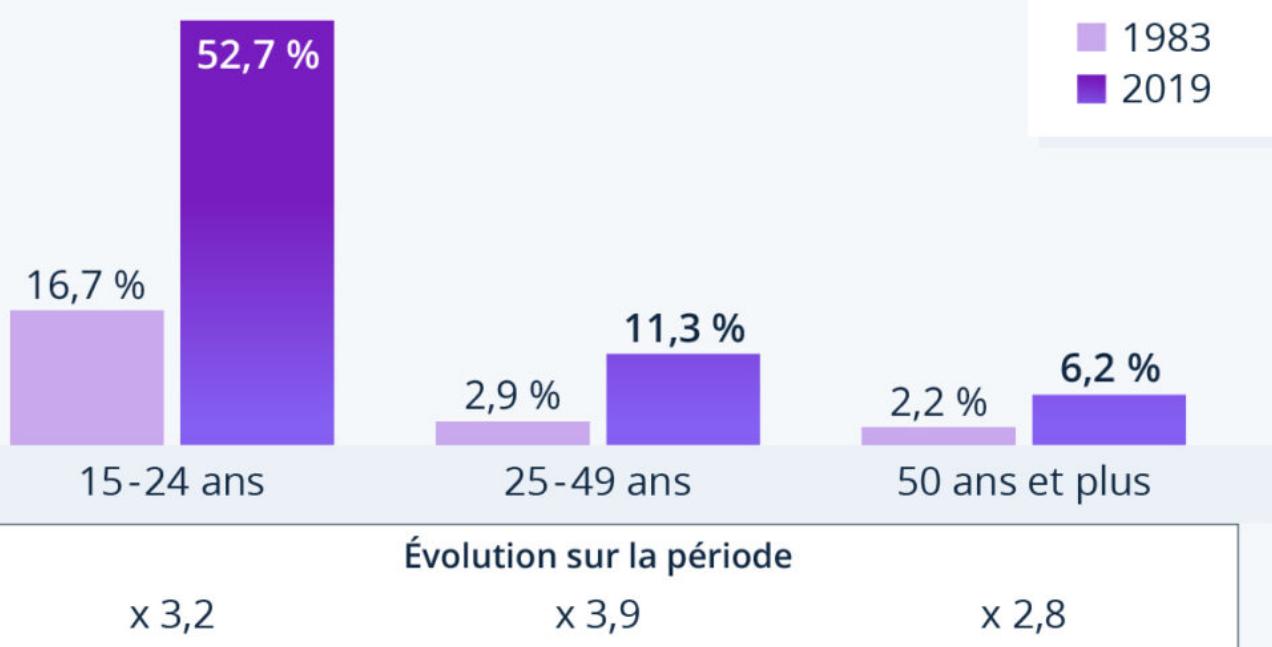
Comme le montre également le graphique ci-dessous, depuis les années 1980, la qualité de l'emploi s'est globalement détériorée pour l'ensemble des [salariés français](#). La part d'emplois précaires a ainsi presque quadruplé pour les salariés de 25 à 49 ans, passant de 2,9 % à 11,3 % entre 1983 et 2019, et elle est

Ecrit par le 20 février 2026

passée de 2,2 % à 6,2 % chez les plus de 50 ans (soit presque le triple). À noter que le taux de chômage général à l'époque était similaire à celui d'aujourd'hui : [environ 7 % aux premiers trimestres 1983 et 2023.](#)

La part d'emplois précaires a explosé

Évolution de la part d'emplois précaires selon le groupe d'âge en France *



* Emplois précaires : CDD, intérim, contrat aidé ou apprentissage.

Source : Insee via Le Monde



statista

Tristan Gaudiaut, Statista.

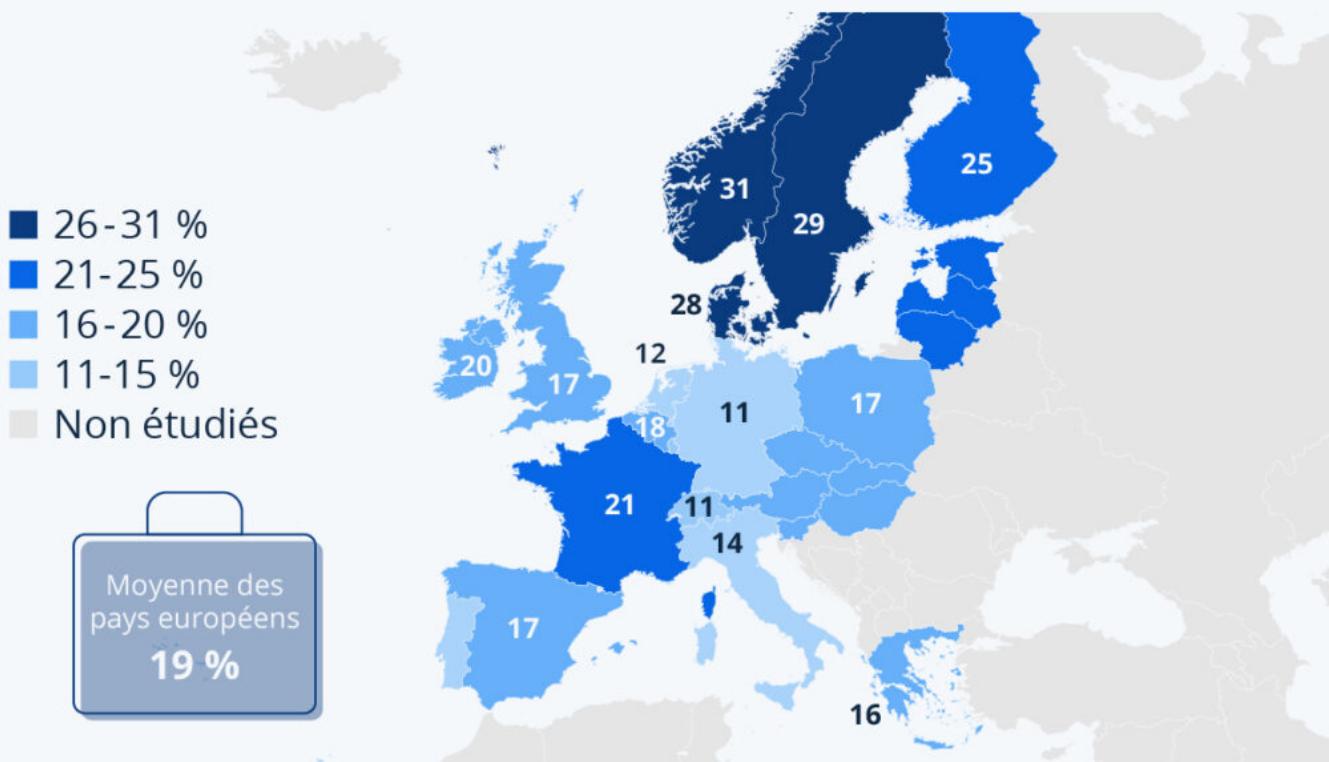
Ecrit par le 20 février 2026

Quels pays emploient le plus dans le secteur public en Europe ?

Ecrit par le 20 février 2026

Combien pèse l'emploi dans le secteur public ?

Emploi dans les administrations publiques en pourcentage de l'emploi total dans les pays d'Europe en 2021



Source : OCDE



statista

La taille des effectifs du [secteur public](#) varie fortement entre les pays développés, comme le révèle l'édition 2023 du « [Panorama des administrations publiques](#) » publiée par l'OCDE. En France, un peu plus d'un employé sur cinq (21 %) travaille dans la fonction publique d'État, territoriale et [hôpitalière](#), ce qui représente environ 5,7 millions de salariés.

Ecrit par le 20 février 2026

Si ce chiffre est supérieur à la moyenne des pays européens de l'OCDE, qui se situe à 19 %, l'Hexagone est loin d'être celui qui compte le plus d'agents publics en proportion de l'emploi total. Comme le montre notre carte, les chefs de file en la matière sont les pays scandinaves. En Norvège, près d'un salarié sur trois (31 %) est employé dans le secteur public, et le ratio est de plus d'un salarié sur quatre en Suède (29 %) et au Danemark (28 %).

À l'opposé de l'échelle, l'Allemagne et la Suisse font partie des économies où les emplois dans le secteur public sont les plus rares, puisqu'ils ne concernent qu'un peu plus d'un travailleur sur dix (11 %). La proportion est encore plus faible dans certains pays asiatiques. En Corée du Sud et au Japon par exemple, les salariés du public ne représentent respectivement que 9 % et 5 % de l'emploi total.

De [Tristan Gaudiaut](#) pour [Statista](#)

Du stade vers l'emploi : une journée de recrutement autour du sport

Ecrit par le 20 février 2026



Le 27 juin dernier, l'[agence Pôle Emploi de Carpentras](#) a organisé son premier événement 'Du stade vers l'emploi'. Une opération initiée en 2019 qui permet une rencontre entre demandeurs d'emploi et entreprises autour du sport.

Mardi 27 juin. 9h. Environ 150 personnes sont réunies devant le gymnase du complexe sportif des Croisières à Carpentras, qui est rattaché au collège Alphonse Daudet. Pour la première fois, la ville accueille l'événement 'Du stade vers l'emploi', une journée de recrutement sous le signe du sport.

À l'honneur lors de ce rendez-vous, le badminton, grâce à la présence de la [Fédération française de Badminton](#) (FFBAD). Seuls les membres de cette dernière et les collaborateurs de l'agence Pôle Emploi de Carpentras sont identifiables. Les 91 demandeurs d'emploi et les représentants des 12 entreprises participantes, eux, restent dans l'anonymat. « L'objectif est de loger tout le monde à la même enseigne et de retirer cette barrière formelle entre un demandeur d'emploi et un représentant d'entreprise », explique [Marc Kechichian](#), directeur de l'agence Pôle Emploi de Carpentras.

Ecrit par le 20 février 2026

Une opération innovante

L'opération 'Du stade vers l'emploi' a été initiée en 2019 par la Fédération française d'athlétisme, l'Agence nationale du sport et le Comité d'organisation des Jeux Olympiques. Préparés en amont par les équipes de Pôle Emploi, les demandeurs d'emploi ne sont pas pris au dépourvu au moment de l'événement. Sans savoir le dérouler exact de la journée, ils savent tout de même qu'ils vont passer une matinée sportive, et un après-midi plus formel avec des entretiens.

« L'évènement requiert d'être actif, pas seulement passif comme lors d'un forum de l'emploi classique où l'on déambule entre les stands des différentes entreprises », développe Marc Kechichian. Les 12 entreprises participantes représentaient un large panel d'activités, mais aussi un grand nombre d'offres d'emploi : [Manpower](#), [Q2](#), des pharmacies, ou encore [Hôtel Crillon Le Brave](#).

Une matinée de badminton

Après un petit-déjeuner de champion, tout le monde s'est dirigé vers l'intérieur du gymnase, impatients de commencer la journée pour de bon. Tous les participants ont été mis en équipe. Chacune d'entre elle était composée de deux représentants d'entreprise et de demandeurs d'emploi, et coachée par un collaborateur de Pôle Emploi volontaire. « Dès le début, c'était intéressant de voir les échanges parmi les groupes, on voyait que des petits jeux se mettaient en place pour essayer de déterminer qui était représentant d'entreprise et qui était demandeur d'emploi parmi les participants », explique le directeur de l'agence Pôle Emploi de Carpentras.

« C'était beau de voir les équipes former des liens alors que les participants ne se connaissaient pas quelques heures avant »

Marc Kechichian

La matinée a été rythmée par sept ateliers autour du badminton. Aucune performance sportive exceptionnelle n'est requise, le but est de mettre en avant des qualités recherchées par les entreprises comme le savoir-être, l'esprit d'équipe, la communication, l'écoute ou encore l'engagement. Le sport s'est avéré fédérateur. « Il y a même un moment où tout le monde avait oublié l'enjeu et de chercher qui était les représentants d'entreprises, ajoute Marc Kechichian. Personne ne faisait plus la différence entre demandeur d'emploi et représentant d'entreprise. »

Du sport à l'entretien

Après les ateliers sportifs, une chose est flagrante : les équipes restent ensemble, les participants ne se dispersent pas. « Il n'est pas inhabituel que des personnes partent assez rapidement lors des événements liés à l'emploi, explique Marc Kechichian. Ce jour-là, nous n'avons perdu personne entre le matin et

Ecrit par le 20 février 2026

l'après-midi. »

Si certains participants ont réussi à démasquer les deux représentants d'entreprises au sein de leur équipe, d'autres n'en ont trouvé qu'un sur les deux, ou aucun. « Le fait de faire le sport le matin et d'instaurer ce petit jeu a détendu tout le monde et a ôté le cadre trop formel voire stressant d'un entretien, même si le professionnalisme a été de mise lors des entretiens l'après-midi », affirme Marc Kechichian. Ainsi, 117 entretiens ont été réalisés dans l'après-midi, et ont permis 10 recrutements sur l'instant. Certains demandeurs d'emploi vont pouvoir bénéficier d'une immersion en entreprise qui pourrait mener vers un recrutement.

Des retours positifs

« Très bon relationnel entre les demandeurs d'emploi et les entreprises », « belle initiative », « journée autant agréable que productive », ou encore « ce genre d'événement permet un recrutement plus humain et personnalisé ». C'est le genre de retours qu'a reçu l'agence Pôle Emploi de Carpentras.

Si l'événement semble avoir fait l'unanimité auprès des entreprises et des demandeurs d'emploi, Pôle Emploi, de son côté, va effectuer un suivi pendant quelques mois pour déterminer si ce type d'événement est concluant ou non et s'il serait intéressant de réitérer l'opération.

Vaucluse : le BTP va-t-il dans le mur?

Ecrit par le 20 février 2026



Le secteur du BTP passe au rouge en Vaucluse. C'est ce que fait apparaître la note de conjoncture de l'économie régionale pour le 1^{er} trimestre 2023 que vient de publier l'Insee Paca.

Dans sa dernière analyse sur la conjoncture économique durant le 1^{er} trimestre 2023, l' Insee-Paca (Institut national de la statistique et des études économiques-Provence Alpes-Côte d'Azur) fait le point sur l'état de l'économie régionale.

Ainsi, selon ses travaux d'Etienne Lenzi et Corinne Roche, « alors que l'effet des chocs de ces dernières années (Covid, guerre en Ukraine) semble se réduire, l'inflation reste à des niveaux élevés dans la plupart des économies avancées, et les incertitudes sur la demande pourraient alimenter un ralentissement de la production. Le resserrement de la politique monétaire pourrait en outre provoquer un retournement du marché immobilier dans de nombreux pays occidentaux. »

Mise en chantier : un recul de plus de 10 ans

Dans ce cadre, le secteur de la construction reste particulièrement en difficulté. Ainsi, les emplois sont en baisse, alors que les permis de construire et les mises en chantier diminuent encore ce trimestre. Une situation encore plus tendue en Vaucluse.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, le nombre de mises en chantier sur 12 mois se replie nettement (-12% sur un an). Au niveau national, la tendance est similaire sur un an avec une baisse de 9%. Cette baisse est plus prononcée dans le Var (-21%) et le Vaucluse (-19%), alors que les Alpes-Maritimes résistent mieux

Ecrit par le 20 février 2026

(-4%).

Dans le département, il faut ainsi remonter avant 2014 pour trouver un nombre de logements commencés inférieur aux chiffres d'aujourd'hui. Même durant le Covid, le Vaucluse affichait un plus grand nombre de mise en chantier qu'aujourd'hui.

La situation est à peine meilleure en ce qui concerne les permis de construire

Parallèlement, le nombre de permis de construire délivrés diminue encore (-2% sur 12 mois par rapport au premier trimestre 2022) et demeure en dessous de son niveau du quatrième trimestre 2019. Seules les Alpes-Maritimes tirent leur épingle du jeu, avec un nombre d'autorisations en hausse de plus de 20% sur 12 mois ; la baisse est relativement contenue dans le Var (-4%), le Vaucluse (-5%) et les Bouches-du-Rhône (-6%), et plus forte dans les Hautes-Alpes (-14%) et les Alpes-de-Haute-Provence (-18%).

Si le Vaucluse semble limiter la casse, l'évolution du nombre de logements autorisés à la construction reste inférieur, là-aussi, au niveau de 2014 même s'il reste encore supérieur à la période Covid (fin 2020-début 2021).

« Les entrepreneurs du secteur du BTP estiment que la demande pourrait encore se dégrader dans les mois à venir. »

Une baisse nette des transactions immobilières

« Au niveau national, qui avait mieux résisté que Provence-Alpes-Côte d'Azur ces dernières années, la baisse des permis sur 12 mois est franche (-9% ce trimestre et -11% sur un an), dans la continuité de ce que l'on constate depuis mi-2022, poursuit l'Insee-Paca. Au niveau national, les coûts de production se stabilisent ce trimestre. Toutefois, les conditions d'accès aux crédits immobiliers deviennent plus restrictives pour les ménages : le redressement des taux directeurs observé depuis plusieurs mois pourrait pénaliser les ventes de logements et, in fine, les mises en chantier. De premiers effets sont déjà visibles, en particulier une légère baisse des prix des logements neufs de 0,2% au dernier trimestre 2022 comme au premier trimestre 2023, et une baisse nette du nombre de transactions dans l'ancien.

En parallèle, le climat des affaires au niveau national dans le bâtiment s'assombrit, avec des entrepreneurs du secteur qui estiment que la demande pourrait se dégrader dans les mois à venir, et qui prévoient de fortes baisses de prix. »

Quelles répercussions sur l'emploi ?

En Vaucluse, la conjoncture semble déjà avoir un impact négatif dans le secteur de l'intérim. Ainsi, au 1^{er} trimestre 2023, le nombre d'intérimaires a diminué fortement (-2,4% par rapport au trimestre précédent). Il s'agit de la baisse la plus forte depuis fin 2019, hormis le creux dû aux restrictions Covid. Sur un an, la baisse est également de 2,4%. En France, la situation est similaire (-2,2% sur un trimestre, -2,2% sur un an). La baisse concerne la plupart des départements de la région, en particulier les Hautes-Alpes, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse.

Par ailleurs, dans la construction, les effectifs repartent à la baisse après le léger rebond du 4^e trimestre 2022 (-0,3%, après +0,7%). La diminution est sensible : -0,7% dans les Alpes-Maritimes, -1,1% dans le

Ecrit par le 20 février 2026

Var, -1,6% dans les Alpes-de-Haute-Provence, et jusqu'à -3% dans les Hautes-Alpes. Les effectifs sont en hausse seulement dans les Bouches-du-Rhône (+0,5%) alors qu'ils stagnent en Vaucluse. Les entrepreneurs vauclusiens du BTP ayant donc fait le choix de sacrifier les emplois intérimaires afin de conserver les salariés permanents. Jusqu'à quand pourront-ils le faire ?

La communauté de communes Rhône Lez Provence s'engage à développer l'emploi



Anthony Zilio, président de la communauté de communes [Rhône Lez Provence](#), s'engage pour l'emploi sur le territoire, qui couvre les communes de Bollène, Lamotte-du-Rhône, Lapalud, Mondragon et Mornas. Ainsi, 50 acteurs du territoire se sont réunis le 27 juin dernier pour une table ronde au sujet du développement de la formation sur le bassin de Rhône Lez Provence.

Élus locaux, du Département de Vaucluse, de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Vaucluse, représentants des organismes de formation ou des principaux employeurs du territoire, se sont

Ecrit par le 20 février 2026

rassemblés le 27 juin à Bollène dans un but unique : répondre aujourd’hui aux besoins des entreprises et anticiper ceux de demain.

De nombreux sujets ont été abordés tels que les métiers en tension, la mauvaise connaissance du secteur industrie, les chantiers actuels et à venir du nucléaire, ou encore les offres de transports et de logements à adapter. Chacun a pu prendre la parole durant cette table ronde.

Un état des lieux précis va être dressé dans les prochaines semaines afin de développer l’emploi et donc le territoire. Une fois cet état des lieux réalisé, un comité technique piloté par Anthony Zilio viendra soutenir l’installation d’une nouvelle offre de formations, répondant à la demande pour de jeunes formés qui seraient employables immédiatement au niveau local.

V.A.